

## Signe du temps Les élections présidentielles américaines

**Roland Benedikter**

**Campagne électorale pour la présidence US 2015-2016 :**

**Inégalité comme thème centrale**

**Nous trouvons-nous devant une nouvelle phase  
des débats sociétaux et politiques aux USA ?**

E-book 128 p. édité par la Fondation-Konrad-Adenauer Sankt Augustin/Berlin, 17 novembre 2015 ; à télécharger sous [http://www.kas.de/wf/doc/kas\\_43282-544-1-30.pdf?190308111427](http://www.kas.de/wf/doc/kas_43282-544-1-30.pdf?190308111427) (Creative Commons Lizenz)

*Avec l'amicale autorisation de notre auteur, Roland Benedikter, nous proposons ici une récapitulation de ses thèses et des extraits de texte tirés de la publication désignée ci-dessus — comme une contribution à la compréhension de la situation contemporaine et en même temps comme renvoi à la littérature. La récapitulation a été actualisée vis-à-vis de la rédaction de l'ouvrage, par la rédaction et pour la publication dans **Sozialimpulse**. De même dans les extraits, quelques compléments d'actualisation se sont présentés.*

**C. Strawe** — Rédaction de **Sozialimpulse** n°2/2016.

### **Récapitulation** **Roland Benedikter**

Des changements considérables semblent se préparer aux USA. Non seulement un tournant s'esquisse dans le domaine environnemental, après les propositions de loi de Barack Obama au sujet de l'émission-réduction d'août 2015 et son refus, chargé de symbole, du *Keystone XL Pipeline* pour le pétrole de schiste du Canada vers le Nebraska de novembre 2015. Quand bien même il faille seulement voir encore dans quelle mesure les Républicains pourront intensifier leur blocage à forfait contre les politiques de réforme d'Obama ou bien, ma foi, avec l'aide du problème mal aimé, en outre, aux Etats-Unis, de l'environnement et du climat. Le changement vaut aussi pour la *politique extérieure* — le mot d'ordre c'est : normalisation des relations avec l'Iran et Cuba — tout comme pour la *politique sociale intérieure*, par exemple les tentatives d'Obama de remettre en question les parangons de discrimination et des pratiques ethniques, de les thématiser plus expressément au plan public et aussi de punir plus fortement, en partie, en s'en prenant aux racines culturelles et institutionnelles.

Toutes ces initiatives sont des tentatives d'Obama, en dernier lieu, pour sa perception historique et à partir de sa vision des périodes déterminées de son temps de fonction, pour sauver son image pour la postérité. Obama veut laisser à son successeur un processus de transformation multidimensionnel qui dans des aspects décisifs est pour le moins sérieusement chahuté (quand bien même non irréversible comme souhaité par le président).

Pour l'avenir des USA, tous les états dans leur ensemble, une chose semble cependant plus importante encore que cette impulsion, pour le moins potentiellement : *pour la première fois depuis les années 1960, la bataille électorale autour de la présidentielle américaine 2015-16 n'est pas à mener sans la motivation centrale de l'inégalité — bien moins encore à remporter*. La prochaine présidence, à partir de janvier 2017, selon toutes les analyses concordantes et même pour les candidats mis à l'écart, n'est à remporter qu'avec la mobilisation de la classe moyenne.

Or pour la classe moyenne, selon les sondages, l'inégalité est nettement devenue le plus grand problème, en effet dans l'intervalle, voire le problème décisif de l'Amérique du Nord. Les USA sont au quatrième rang dans l'échelle d'inégalité dans le monde, en étant avec cela cependant, et de très loin, le plus progressif et le plus grand pays, — et le fossé entre la classe supérieure et la classe moyenne, de ceux qui sont dans l'aisance et de ceux qui sont endettés, ne cesse de s'approfondir. Par l'inégalité croissante, le « rêve américain », avec son idéal de mobilité verticale, à partir de la vertu personnelle pour la plupart dans ce « pays des hommes libres et des plus vaillants patriotes » (*land of the free and home of the brave*), nonobstant tout effort personnel, est désormais hors de portée, non pas dans l'idéal, mais cette fois pourtant bien dans la réalité.

C'est pourquoi tous les candidats de la présidentielle des Démocrates et — dans un tête-à-queue historique digne d'être remarqué — aussi ensuite de nombreux Républicains firent de l'*inégalité* le thème central de leur

candidature. Les débats publics correspondants étaient et sont une chance d'introduire aux USA une nouvelle phase de la discussion sociale et politique, quand bien même des manœuvres de diversion et de perturbation brachiales, au service du système en place, comme celles-là de Donald Trump, veulent consciemment banaliser et minimiser le débat.

Néanmoins plus fortement que de telles manœuvres par trop transparentes des milieux financiers élitistes — qui, comme ils le redoutent, n'auraient qu'à trop perdre d'un approfondissement du débat sur l'inégalité — une large culture, une compréhension de soi historique civile et religieuse et une certaine attitude idéaliste fondamentale dans le « pays appartenant à Dieu » (*god's own country* ; [Or, c'est pourtant en France qu'il est « heureux de vivre » paraît-il ?, *ndt*] provoquent, à l'inverse, une confrontation durablement et concrètement orientée sur l'action dans le thème de l'inégalité. La plupart des candidats demeurèrent plutôt vagues, avant tout sur la base de la compréhension de soi culturelle et des lieux communs. Même dans phase actuelle de la bataille électorale, on se restreint diversement à des lieux communs, pour ne pas se positionner par trop clairement. Ceci en premier lieu par égard pour l'incontournable appel, dans l'affrontement électoral, au « rêve américain », qui demeure vivant au cœur de la compréhension américaine de soi idéalisée, mais aussi du fait qu'une thématique par trop évidente de l'inégalité pût entraîner le doute. Dans quelle mesure ?

Une raison profonde se trouve dans la ré-interprétation, lourde de conséquence, d'une réduction conceptuelle ou encore — consciente et inconsciente. Les USA interprètent la lutte contre l'*inégalité* depuis tout temps le plus souvent comme un combat contre la *pauvreté*. En cela repose le problème central des débats sur l'inégalité dans l'actuelle campagne électorale présidentielle, car cette mise au même niveau menace de rejeter hors du champ visuel le véritable problème. La pauvreté est un problème sectoriel, limitable à une couche de la société, dans une société qui est considérée relativement isolée et qui peut être traitée. L'*inégalité*, en revanche, est de par sa nature un problème de l'ensemble de la société, pour l'appréhension et l'élaboration duquel toutes les couches de cette société doivent être mises en relation les unes avec les autres, car on peut seulement s'y attaquer de manière systémique. Autrement dit : la lutte contre la pauvreté est une tâche partielle, la lutte contre l'inégalité, une exigence intégrale. Le résultat : une lutte contre la pauvreté ne requiert aucun changement de système, la lutte contre l'inégalité le requiert pour le moins en partie déjà.

Et c'est justement avec cette dernière que l'Amérique a son problème : avec la menace pesante — sur la base d'une combinaison de Globalisation, d'une légitimité d'accumulation du capitalisme et d'une situation historique éventuellement nécessaire — d'une *correction du système* de l'Amérique accoutumée au succès. On voit certes le problème *de structure* de la Nation, mais on ne veut pas reconnaître, à partir du centre et de la compréhension de soi, hyper-positive, comme autrefois, de la religion civile des USA, certains aspects du mécanisme sociétal comme un problème systémique. Car, en considération de la mentalité toujours dominante, dans la majorité de la population US, cela équivaudrait à un « mauvais bavardage » voir même à un « bouleversement des fondements » — quand bien même en attendant, la majorité ne souffre pas encore tant que cela directement ou indirectement d'inégalité.

C'est pourquoi le thème central « inégalité » de la bataille électorale pour le présidente US présente deux aspects. Or ceux-ci se situent diamétralement en opposition l'un avec l'autre :

- *D'une part*, l'inégalité, devient, sur la base de la pression exercée par la classe moyenne et sans qu'on puisse y résister, une chose publique (*res publica*), ce qui fut refoulé pendant des décennies. Et le thème est proféré à présent par des candidats, une chose qui passa longtemps pour politiquement incorrecte.
- *D'autre part* — conscient et inconscient — le modèle répète — au plus tard depuis les efforts sociaux de Lyndon B Johnson des années 1960 aux USA pour la « grande société » (*Great Society*) — ce qui est devenu un standard : à savoir, *l'inégalité est réduite à une lutte contre la pauvreté*. Elle devient ainsi un problème systémique d'une société, qui ne pratique (pas encore) une économie de marché écologique et sociale sous le signe de la coopération, mais chacun dépend au contraire, dans de nombreux secteurs encore, d'une économie néolibérale de dépossession de la concurrence de chacun contre chacun, dégradée en un problème de financement et de *Goodwill* [*bonne volonté*]. Une partie du problème peut, comme on le pense, pour cette raison aux USA, être saisie aussi par la philanthropie.

L'important dans tout ça, c'est de comprendre le rôle centrale du domaine universitaire et de l'éducation. C'est un baromètre, un indicateur, un symbole et le moteur de l'inégalité aux USA. Éducation et université y jouent un rôle de beaucoup plus important qu'en Europe — parce qu'éducation et formation à côté de l'argent aux USA sont la clef centrale de la mobilité sociale et certes, d'une manière beaucoup plus vaste, plus fondamentale et plus étendue que dans d'autres pays développés de la Terre. C'est pourquoi, il est d'une importance prépondérante de comprendre le développement de ce domaine en relation à l'inégalité et à l'atteignement ou du non-atteignement du « rêve américain ». Sans la question de l'inégalité croissante, eu égard à l'accès à l'éducation et à la formation, tout en ayant en vue les chances qui lui sont rattachées, le thème de l'inégalité ne peut pas être compris dans sa constellation spécifiquement américaine.

Et le président, qui avait démarré avec tant d'espoirs sur des améliorations du système ? Dans les années de son mandat et malgré de nombreux élans, Barack Obama ne put que peu changer la réductionnisme notoire de la question de l'inégalité sur celle de la pauvreté. Ceci dans une mesure qui n'est pas mince à cause de la politique de blocage sans exemple dans l'histoire d'un parti républicain qui se trouve, depuis les années de George W. Bush (2001-2009), dans un état de remise en cause de la compréhension de son rôle sociétal, lequel semble ne jamais devoir s'achever — et à l'heure qu'il est, sur la base de sa fragilité et polarisation internes, il devient réceptif aux « jactancieux » comme l'est typiquement Trump.

Parce que sous la pression de cette évolution, une partie de l'opinion publique américaine met en lieu et place d'une responsabilité sociale pragmatique un soi-disant « américanidéologisme » qui représente une abstraction culturelle et mythologique, il sera à voir dans quelle mesure la bataille électorale pour la présidence peut stabiliser effectivement le sujet « inégalité » comme thème central d'un nouveau débat sociétal et politique — ou bien cependant (de façon réitérée) de le réduire à un problème partiel, dont la refonte n'atteint pas le niveau systémique. Pourtant ce sera au niveau du système, comme le montrent la plupart des indicateurs aujourd'hui — que les USA post-Obama, devront avancer d'une façon ou d'une autre si le pays veut prospérer et préserver son rôle dans le développement international.

## Extraits

### Hilary Clinton : millionnaire combattante de l'inégalité ?

[...] Clinton choisit « l'inégalité » dès le début comme thème central de sa candidature. Mais, selon des évaluations indépendantes de différents médias US, elle est multimillionnaire avec un revenu de quelques 13 millions de \$US par an, depuis sa démission du ministère des Affaires étrangères<sup>1</sup>, une fortune qui se monte à au moins 55 millions de \$US et un revenu de communauté [*Gemeinschaftsverdienst*] d'avec son mari Bill, d'au moins 136,5 millions de \$US entre 2001 et 2012<sup>2</sup>. Selon ces investigations, elle est ainsi manifestement plus riche que les 4/5<sup>ème</sup> de ses prédécesseurs dans une éventuelle fonction présidentielle.<sup>3</sup> La fondation « propre à la famille », la *Bill, Hilary & Chelsea Clinton Foundation* pèse deux milliards de \$US<sup>4</sup> — et elle est tout aussi peu neutre que le *Center for American Progress*<sup>5</sup>, une fabrique d'idées [*Think Tank*], pareillement moyennement intensive, proche de Clinton dans la capitale Washington, dirigée par l'ancien chef d'état-major de Clinton, John Podesta.

Malgré cela, Clinton souleva carrément le sujet de l'inégalité avec une considération particulière portant sur la classe moyenne US, en perte de revenu, sitôt le premier jour de sa candidature comme l'objet central de son

<sup>1</sup> D. Manuel : 2015 Net Worth for Secretary of the State Hilary Clinton, <http://www.davemanuel.com/pols/hilary-clinton/>

<sup>2</sup> A. Becker : \$5 million, \$50 million or even more — just how rich is Hilary Clinton? Here's why we don't know. Dans: *The Washington Post*, July 30, 2014, <http://www.washingtonpost.com/blogs/post-politics/wp/2014/07/30/5-million-50-million-or-even-more-just-how-rich-is-hilary-clinton-heres-why-we-dont-know/>.

<sup>3</sup> A. Seitz-Wald : Just how Wealthy Is Hilary Clinton ? If elected president, the former secretary of State would be richer than close to four out of five of her predecessors. Dans *National Journal*, July 1, 2014, <http://www.nationaljournal.com/politics/just-how-wealthy-is-hilary-clinton-20140630>.

<sup>4</sup> H. Roloff : La plus chère bataille électorale de tous les temps. Jeb Bush dépasse Hilary Clinton, dans : 10.07.2015., [http://www.bild.de/politik/ausland/jeb-bush/ueberrollt\(clinton-41721386.bild.html](http://www.bild.de/politik/ausland/jeb-bush/ueberrollt(clinton-41721386.bild.html).

<sup>5</sup> *Center for American Progress*: <https://www.americanprogress.org>.

combat électoral — en sachant bien qu'elle avait perdu déjà la candidature à l'intérieur de son parti, contre Obama, lors des élections présidentielles de 2008-09, justement à cause de cette classe moyenne. Pour de nombreux Américains de la classe moyenne, en effet, Clinton passe, déjà depuis sa période de « *First Lady* » sous la présidence de Bill Clinton, pour élitiste, hautaine et faisant partie de l'*establishment* de la Côte Est<sup>6</sup>.

La campagne électorale de Clinton, qui s'ouvrit le 12 avril 2015, rendit donc officiels les thèmes d'inégalité et de fortune — et plus important encore : leur association structurelle — consciemment populaires pour le thème de sa campagne, et avec cela en même temps jusqu'à un certain point, le centre de gravitation de son parti dont elle était la représentante principale incontestée lors du début de la bataille électorale, à la fois dans l'opinion publique US et celle du monde.

« Les Américains se sont battus sans reculer au travers de temps économiques difficiles. Mais la situation est encore et toujours tout en haut à trancher »<sup>7</sup>, déclara Clinton, en guise de programme, dans son premier spot de campagne. Pour ensuite ajouter, sans contradiction : « Chaque jour les Américains ont besoin d'un champion et moi, je veux être ce champion.<sup>8</sup> »

Que Clinton jusqu'à présent ait mis publiquement en relief l'égalité(économique) de la femme et les droits de la femme, certes, mais pas le thème de l'inégalité en soi, cela ne vient pas en aide particulièrement dans la constellation actuelle. Sa focalisation sur l'inégalité, relativement nouvelle, est, à partir de la vision de nombreux Américains de la classe moyenne interrogés, plutôt surprenante pour une représentante de l'*establishment*, qui « appartient au 1% les plus riches.<sup>9</sup> » Il reste à attendre pour savoir si le dessein de la publicité plutôt « en manche de chemise », par lequel Clinton fait ressortir son style personnel ambitieux, souvent critiqué, en cherchant à compléter de manière rhétorique le thème de l'(in)égalité, se verra transposé aussi dans l'accomplissement de toutes les promesses venues à échéance avec une victoire. Plus d'un, par exemple à l'Institut Freeman Spogli, de Stanford, pour les études internationales ou bien à l'école John F. Kennedy pour les affaires gouvernementales de l'Université d'Harvard<sup>10</sup>, pensent que Clinton maintiendra en tout cas le thème officiellement pour l'atténuer, comme ce fut le plus souvent l'habitude, en direction de la lutte contre la pauvreté et la charité.

#### **Pression de « la gauche » ou bien : Bernie Sanders**

Sanders concentre sa critique du système US existant sur trois points. Lors de sa déclaration de candidature à la présidence, le 30 avril 2015, il déclara en guise de programme — et avec un large écho inhabituel dans l'opinion publique américaine :

*« Ce pays se trouve aujourd'hui, selon ma vision, au milieu des plus graves crises que jamais depuis la grande dépression des années 1930. La réalité de nombreux Américains, c'est qu'ils doivent travailler toujours plus longtemps pour un salaire toujours plus maigre. L'inflation liquidée leur rend moins service aujourd'hui que voici encore quelques années, et ceci malgré un croissance énorme en technologie et productivité. Partout dans le pays, les gens me demandent : Comment cela se peut-il — et comment cela put-il survenir ? Je produis plus ; mais je dois travailler plus longtemps pour un salaire plus faible. Mon enfant ne peut pas se payer la fréquentation du College et j'ai de grandes difficultés pour m'acheter l'assurance santé. Que nous arrive-t-il ici ? — Or, pendant exactement le même temps, 99% de l'ensemble des nouveaux revenus produits par ce pays, vont directement au top 1% de la population ?*

*De fait, je le demande : Comment est-il possible que le top 1% aux USA possède autant de fortune que l'ensemble des 99% qui sont en-dessous ?*

<sup>6</sup> A. Chozik : Hilary Clinton Announces 2016 Presidential Bid. Dans : The New York Times, avril 12, 2015, [http://www.nytimes.com/2015/04/13/us/politics/hilary-clinton-2016-oresidential-campaign.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2015/04/13/us/politics/hilary-clinton-2016-oresidential-campaign.html?_r=0).

<sup>7</sup> ABC News : Hilary Clinton's 2016 Presidential Campaign Annonouncement (official) dans *Youtube*, 12.04.2015; <https://www.youtube.com/watch?v=N708P-A45D0>.

<sup>8</sup> Ebda.

<sup>9</sup> A. Seitz(Wald : Just How Wealthy is Hilary Clinton ?, à l'endroit cité précédemment.

<sup>10</sup> Communications personnelles en conversation avec l'auteur.

*Mon avis c'est que cette sorte d'économie, non seulement est immorale, mais plus encore fausse et non durable. Nous ne pouvons plus être plus longtemps la nation avec le taux le plus élevé de pauvreté enfantine parmi toutes les grandes nations de la Terre, tandis que dans le même temps, nous assistons à une constante augmentation des millionnaires et milliardaires. C'est le grand sujet de maintenant. Le grand sujet c'est de savoir comment nous pouvons avoir une économie qui existe pour tous les êtres humains et non pas pour un petit nombre de milliardaires.<sup>11</sup> »*

Sanders exprime avec ce premier point de son agenda-inégalité, le sentiment répandu dans le pays que les revenus aux USA ne sont pas seulement et objectivement inégaux, mais plus encore — comme dans les conséquences des fortunes — également toujours injustement distribués et structurés.

Cette manière de voir suit entre autre l'évaluation que les Américains les plus riches ont pour cela « mis à profit » la suppression des emplois dans la crise pour les remplacer, après le rebond de l'économie, par des revenus moyens de *jobs* d'un travail moins rémunéré. C'est pourquoi, depuis la fin de la crise, l'amélioration statistique du taux de chômage ne transmet pas un tableau réaliste de l'évolution des emplois et des revenus<sup>12</sup>. Il y a des années déjà, il y avait, parallèlement à *Occupy-Wall-Street* et les mouvements-99% (Nous sommes les 99%), une initiative « démocratise-les-entreprises » (*Corporate Democracy Now*). Car de plus en plus d'Américains ont le pressentiment que la question des fortunes relève aussi de la manière de gérer les fortunes entrepreneuriales — à savoir aussi des structures de pouvoir dans les entreprises (*corporations*) et leurs mécanismes de décision et de participation (lesquelles sont devenues, de manière multiple, oligarchiques depuis les années néo-libérales)<sup>13</sup>.

#### **Fabriques d'inégalité : la relation entre richesse, législation électorale, fiscalité et investissements d'état (redistribution)**

Sanders consolide le motif de l'inégalité pour les USA d'aujourd'hui par deux autres aspects :

*« Le second aspect, qui en dépend directement, c'est [...] que nous avons maintenant une situation politique, dans laquelle les milliardaires sont littéralement en situation d'acheter les voix et les candidats [...] »*

*Ce sont, par exemple, les frères Koch et d'autres familles de milliardaires, qui sont prêts à dépenser des centaines de millions de dollars pour acheter leurs voix aux candidats, des candidats souvent penchant vers la droite extrême. Je suis l'ancien président des vétérans du Sénat et je ne crois pas que les hommes et les femmes qui défendirent la démocratie américaine par les armes, ont fait cela pour engendrer une situation dans laquelle les milliardaires américains prennent possession du processus politique qu'ils appellent, en effet, leur bien personnel [...]*

*Cela veut dire : nous devons finalement parler du rôle de l'argent dans la politique US. Les frères Koch dépenseront, comme il est à prévoir, 900 millions de dollars dans cette campagne électorale, ce par quoi ils font une masse d'argent avec des combustibles fossiles et ils interviennent avec une plate-forme qui, pour autant que je comprenne cela, envisage l'élimination de l'assurance sociale et l'aide médicale pour ceux qui sont dans le besoin (medicaid) — des idées qui, pour mes collègues républicains, deviennent toujours plus acceptables. Le problème, c'est qu'aujourd'hui, en Amérique, une quantité énorme d'argent est nécessaire pour se jeter dans une campagne électorale [...] Je me demande réellement, et ceci pas seulement moi, comment cela est-il encore*

<sup>11</sup> The Daily Conversation : Sen. Bernie Sanders Speech on 2016 Presidential Run, à l'endroit cite précédemment, <http://www.youtube.com/watch?v=kefeEqiZOMU>. Traduction en allemand de Roland Benedikter.

<sup>12</sup> R. Forohaar : The 3% Economy. Yes, 3% growth is better than 2%. But for most Americans it's actually more worrisome[ Oui, 3% de croissance, c'est mieux que 2%. Mais pour la plus grande majorité des Américains c'est vraiment plus préoccupant.]. Dans: Time, September 25, 2014, <http://time.com/3429656/the-3-economy/>.

<sup>13</sup> J. Ucciferri : Public Corporations Are Not Democracies, But They Should Be. Dans: Huffington Post, Novembre 23, 2011, [http://www.huffingtonpost.com/jack-ucciferri/corporate-governance\\_b\\_1105564.html](http://www.huffingtonpost.com/jack-ucciferri/corporate-governance_b_1105564.html).

*possible aujourd'hui pour un candidat, qui n'est pas milliardaire de mener une bataille électorale principalement encore. Vous voyez en cela dans quel triste état la démocratie américaine se trouve.<sup>14</sup> »*

Le troisième thème que Sanders, au contraire de Clinton, requiert, non pas seulement en général, mais concrètement, c'est la question fiscale des entreprises US, qui dans ces dernières décennies s'est mise à dépendre de l'accumulation de gigantesques fortunes privées. Sanders :

*« Je tiens pour inacceptable que nous ayons dans ce pays des grosses entreprises qui font des milliards de profit, mais ne payent pas un seul nickel d'impôt national, parce qu'elles thésaurisent, entre autres, leur argent aux îles Caïman, aux Bermudes et dans d'autres paradis fiscaux. Les hommes les plus riches dans ce pays et les grandes firmes doivent finalement appuyer les états d'Amérique. Elles doivent revenir dans ce pays-ci et prendre leur responsabilité... Nous avons besoin d'une authentique réforme fiscale qui veille à ce que les plus riches et les plus grosses entreprises se chargent d'une participation loyale... C'est pourquoi je suis aussi contre le traité de libre échange transatlantique planifié (Transatlantic Trade and Investment Partnership, TTIP), car je crois qu'il poursuit une tendance négative dans ses pratiques commerciales, qui pourrait nous coûter des millions d'emplois bien payés, or notre pays nous appartient à nous tous, et pas seulement à la classe des milliardaires.<sup>15</sup> »*

Autrement dit : celui qui aujourd'hui, aux USA, a de la fortune, co-détermine de manière décisive le processus politique au moyen de l'influence de l'argent — au milieu de cela avec les *Super-PACs*. Il veille dans la politique à ce que sa fortune croisse en payant le moins d'impôt possible. — et au lieu de cela, il finance la politique, qui ensuite lui rapporte et régleme les problèmes de redistribution dans son sens à lui. Pour cela y pourvoit une législation électorale qui permet de manière grandiose l'arrivée d'argent privée dans les campagnes électorales — et ainsi les prix pour les candidats qui ne sont pas *sponsorisés* par les riches montent à des hauteurs impossibles.

#### **L'idéal sociétal des Etats-Unis d'Amérique — sapé par l'inégalité**

Plus grave que la question de savoir comment Clinton peut personnellement s'engager pour le thème de l'inégalité — et de quelle manière elle y restera fidèle avec constance —, c'est néanmoins le fait concret, mais pas seulement, que dans son sillage l'ensemble du parti démocrate semble opérer, à moyenne échéance, une conversion en direction d'un agenda fortement social.

Cela est redevable, d'une part, à la mise au point capitale de Clinton, dans la discussion publique, au début de la campagne. Mais cela a aussi à faire avec le fait que le « rêve américain », à la portée d'une classe moyenne gagnant sa vie par ses seuls efforts, devient dans l'intervalle officiellement hors de portée pour de nombreux citoyens américains de cette classe — pour le moins à partir de leur propre perception. Dans quelle mesure ?

Le principe fondateur et l'idéal constitutionnel selon lesquels les USA sont la première vaste expérimentation (et celle-ci nécessairement empiète aussi expérimentalement sur la culture) d'une société individualiste de l'histoire. Aux USA, en principe — et comme mécanisme constitutionnel créateur de la communauté — ne comptent ni la richesse en biens-fonds disponible, ni la culture, ni la langue, ni la couleur dominante, ni l'origine (histoire). Trois choses comptent seulement pour cette fondation moderne de société du 18<sup>ème</sup> siècle, à la différence de l'Europe :

1. Qui on est (dans sa projection propre),
2. Ce qu'on veut,
3. Ce qu'on sait faire. Ou bien ce à quoi on est apte.

---

<sup>14</sup> The Daily Conversation : Sen. Bernie Sanders Speech on 2016 Presidential Run, à l'endroit cite précédemment, <http://www.youtube.com/watch?v=kefeEqiZOMU>. Traduction en allemand de Roland Benedikter. Cf. P. Wood : Transcript of Bernard Sanders 2016 Presidential Announcement Speech. Dans: Irregular Times, Avril 30, 2015: <http://irregulartimes.com/2015/04/30/transcript-of-the-bernard-sanders-2016-presidential-announcem-speech/>.ent

<sup>15</sup> The Daily Conversation : Sen. Bernie Sanders Speech on 2016 Presidential Run, à l'endroit cite précédemment

Ce dernier point signifie, dans la société concurrentielle US des individus que chacun est contre chacun, jusqu'à ce que, le plus souvent [on se pose la question, *ndt*]: « À quoi est-on particulièrement apte à la différence de tous les autres ? ». Autrement dit, si je peux quelque chose tout seul et que tous les autres ne le peuvent pas, peu importe que ce soit encore une « capacité » inutile ou non nécessaire, je dominerai — et donc je serai publiquement connu(e) et deviendrai possiblement riche. Ce n'est pas par hasard si l'économie de l'attention qui caractérise<sup>16</sup> le modernisme, a pris son point de départ aux USA — et y a conservé jusqu'au jour d'aujourd'hui une solide implantation.

De la combinaison de ces trois éléments il en résulte un quatrième :

4. On est ce qu'on veut être. [et même à n'importe quel prix ! *ndt*]

Autrement dit : le principe radical de l'individualité, qui se pose — toujours d'après l'idée civile et religieuse qui se trouve très solidement à la base des Etats-Unis, une idée supra-proportionnellement vivace en raison de la jeunesse de la population en comparaison d'une Europe, littéralement [crucifiée, *ndt*] par l'histoire — sur les trois principes tout d'abord cités à la place des identités de groupes, d'ethnies ou de cultures, a comme effet que l'on se découvre soi-même, à partir de ses propres forces — et on peut soi-même s'attribuer une identité reconnue comme telle par tous les autres — et certes, jusqu'à preuve du contraire.

Si par, exemple, j'émigre aux USA — et aussi sans notion préliminaire ou raison probante — et que je veux être un « écrivain », alors j'en suis un. Je serai respecté et traité en tant que tel par tous les autres (en particulier dans les 13 états de l'Ouest), aussi longtemps que le contraire ne s'avère pas : à savoir que je ne le suis pas, car je ne le veux pas et je ne sais pas l'être (ceci, précisément dans cette triple restriction d'une manière décisive, a justement à faire avec l'opinion publique). Ce n'est qu'ensuite que je perds mon identité auto-attribuée et que j'en redémarre une nouvelle, malgré tout si j'en sors relativement, rapidement et comparativement indemne, laquelle peut de nouveau m'être attribuée par moi-même.

Cet élément de flexibilité inhérent à l'attribution d'identité est dans l'idéal, le principe d'individualité productif et moteur de la civilisation américaine. Il autorise les changements comme de rester le même, et tous deux dans une liberté comparativement plus radicale. C'est en même temps aussi le fondement de l'amitié et de la cordialité au quotidien, auquel est inhérente aussi en même temps une profonde méfiance : tu es ce que toi, tu as découvert. Et je te connais et reconnais comme justement ceci — oui, mais l'es-tu réellement ?

La conséquence en est : on a « instinctivement » une confiance infinie, pourrait-on dire, presque enfantine en l'autre — mais on peut dans le même temps ne vouloir faire confiance à personne. L'autre, une porte plus loin, qui vient éventuellement d'une autre culture d'origine et qui n'est mon voisin que depuis peu, mais qui, comme moi et par principe — comme l'est tout citoyen américain — un émigrant, suit le principe : « l'élément individuel c'est ce qu'il y a de plus commun » — à la fois infiniment proche et infiniment loin. On ressent aux USA plus fortement qu'ailleurs l'individualité « d'autrui » — et on se fie malgré cela à chaque identité attribuée, justement parce qu'elle est une auto-attribution et qu'elle dit exactement déjà quelque chose sur son porteur, largement plus que des identités « héritées ».

La confiance avec une méfiance simultanée (nécessaire) dans l'identité auto-attribuée comme facteur productif du travail social de soi, partant une égalité en état et point de départ d'une mobilité sociale, avait existé longtemps dans la réalité US. Mais aujourd'hui, elle n'est peut-être pas abrogée encore, certes, mais elle est nonobstant remise en question pour la première fois d'une manière aussi dramatique — et avant tout aussi publiquement visible — dans l'histoire US encore bien jeune, par le niveau en inégalité atteint entre temps, si elle ne se retrouve pas sapée ou minée au cœur de son effet positif futur. Car sur la base de cette inégalité croissante, les chances de départ d'une découverte individuelle de soi deviennent toujours plus inégales,

---

<sup>16</sup> R. Benedikter : The Daily Conversation : Sen. Bernie Sanders Speech on 2016 Presidential Run, à l'endroit cité précédemment.

l'identité ne peut plus dans la même mesure être auto-attribuée. Autrement dit : la classe moyenne US qui sombre, dispose de moins en moins d'options pour se créer une identité, qui ait aussi une certaine persistance dans le temps et une légitimation fondée dans les faits.

**Les arrières-plans : bas-fonds trop peu informés de « l'âme américaine ». Deux positions opposées aux racines de l'inégalité américaine ; « l'idéaliste classique » Alexis Tocqueville contre le « néophyte » Donald Trump**

Dans la grande constellation esquissée ici, cela peut donc ne pas être si étonnant que le thème de l'inégalité lors de la première bataille électorale sérieuse à la télévision avec 10 des 17 (!) candidats républicains, en août 2015, sur la chaîne proche du réseau républicain *Fox News*, joua à peine, voire aucun rôle<sup>17</sup>.

Même Rand Paul, auparavant « courageux », ne fut pas en mesure ou bien ne voulut pas durablement produire ses arguments au sujet de l'inégalité lors de cette occasion — ce qui ne fut pas un bon signe pour le sérieux de l'agenda-inégalité des Républicains, ni pour le cours ultérieur de la campagne électorale, ni encore pour la phase post-campagne électorale.

Au lieu de cela, le milliardaire héritier et des immeubles *Tycoon*, Donald Trump rendit toute discussion sérieuse impossible par son *show* bizarre de campagne, consistant en discriminations, insultes et promesses — devant une coulisse record de 24 millions de spectateurs, qui se délectèrent avant tout de ses tapages et l'élurent ensuite comme favori des Républicains. Trump avait menacé, le cas échéant où il ne fût pas nommé, de poser sa candidature tout seul, sans l'accord du parti Républicain « parce que j'en ai le droit et parce que je l'ai dit »<sup>18</sup> et parce « que j'ai l'argent pour cela »<sup>19</sup>. De cette manière Hilary Clinton eût déjà acquis un autre avantage — éventuellement même décisif. Car Trump et les autres Républicains se sont confisqués les voix adverses<sup>20</sup>. Dans une élection finale, Trump ne semble pas réellement éligible sans plus, pour une grande partie de la classe moyenne, malgré toutes les sympathies en faveur des « paroles claires », tout aussi peu par le centre politique à qui appartiennent d'autres classes.

Par l'influence directe et indirecte de Trump, une tendance juridique en résulte chez les Républicains qui marque leur campagne électorale — et qui a refoulé le thème de l'inégalité chez les Conservateurs au profit d'une nouvelle rhétorique, classique « de droite », une rhétorique que nous connaissons depuis, au plus tard, W. Bush Jr.. Elle a la teneur suivante : « Dans une société de concurrence démocratique, les riches sont ceux qui se sont avérés les plus doués. Laissez-les donc travailler en paix, ensuite ils créeront le travail pour tous, et aussi pour ceux qui sont moins doués et pour cette raison les moins dans l'aisance. »

Pour le thème de l'inégalité aussi, déjà sur la base de leur électorat prolétaire, des Républicains en vogue comme Rand Paul, se virent, dans ces circonstances, amenés à adapter leur modèle d'interprétation et d'argumentation, et cela de manière plutôt peu explicite, mais pour le réinterpréter en l'insérant au contraire plus fortement dans l'habituelle rhétorique anti-Washington (qui n'est jamais pensée comme une critique du système — ce qui est le plus souvent mal compris en Europe), afin d'accepter la pression des riches.

La « volée de bois vert »<sup>21</sup> de Trump dans le champ de droite a déplacé l'axe plus encore sur la droite. Cela se révèle, entre autre, à l'annonce du modéré en soi Jeb Bush — et à cause de sa famille, situé sur une échelle de mesure républicaine, passant pour avoir une orientation « multiculturelle » — de vouloir faire aussitôt machine arrière, lors de son élection, sur la réforme de la santé d'Obama, tout comme d'émonder substantiellement tout accord avec l'Iran<sup>22</sup>. Il est vrai que cela était anti-américain dans l'âme et cela ne

<sup>17</sup> R. Benedikter : *L'économie de l'attention. Une nouvelle ramification de l'économie* dans du même auteur (éditeur) : *Postmatérialisme, volume 2 : L'être humain*. Passagen Verlag, Vienne 2001, pp.41-74.

<sup>18</sup> D.A. Farhenthold : Republican candidate Donald Trump's platform: Because I said so. Dans: The Washington Post, august 1, 2015, [http://www.washington-post.com/politics/the-trump-platform-because-i-said-so/2015/08/01/46848002c-36f7-11e5-9739-170df8af8eb9\\_story.html](http://www.washington-post.com/politics/the-trump-platform-because-i-said-so/2015/08/01/46848002c-36f7-11e5-9739-170df8af8eb9_story.html).

<sup>19</sup> Ebda.

<sup>20</sup> APA : Trump mischt Republikaner auf [Trump administre une volée de bois vert aux Républicains], 07.08.2015.

<sup>21</sup> Ebda.

<sup>22</sup> APA : Bush reverrait l'*Atome-Deal*, 12.08.2015.



correspondait pas à l'esprit historique de la dialectique entre Républicains et Démocrates, qui se sont toujours considérés, lors de toutes les oppositions, comme les deux parties indissolubles d'un seul et unique progrès américain (*American progress*).

L'opposition interne et les contradictions existantes malgré cela ont pourtant une histoire. Alexis Tocqueville écrivait déjà dans son ouvrage « *La démocratie en Amérique* » (1835-40), l'œuvre la plus reconnue jusqu'à aujourd'hui en Amérique elle-même — sur « l'esprit américain » et sur la société qui en avait émergé : « *Je ne connais aucun pays dans lequel l'amour de l'argent prenne une aussi grande place dans le cœur des hommes, et où la population fait montre d'une plus profonde aversion contre la théorie d'une égalité durable des fortunes. Mais le destin œuvre aussi dans ce pays dans une mesure incroyable ; et l'expérience enseigne qu'il est rare que deux générations soient favorisées l'une derrière l'autre par le bonheur.* »<sup>23</sup>

Cela semble une description, qui va dans la direction de Donald Trump, qui ne représente pas par hasard comme une quintessence, en effet, une personnification de l'inspiration américaine originelle. D'une manière intéressante, Tocqueville ressentait les USA pourtant, à son époque malgré cela — et en même temps — comme « extrêmement égalitaires », ce qui justifie déjà le paradoxe fondamental, mais en tant que tel vivifiant et productif, du pays. À l'occasion, Tocqueville fait ressortir tout particulièrement de nouveau ce qui est déjà très contemporain au centre de gravité de l'actuelle discussion US, à savoir le domaine éducatif comme le domaine à la fois charnière et symbole :

« *{malgré cela} les fortunes en Amérique ne sont pas seulement égales ; jusqu'à un certain degré, l'égalité s'étend aussi sur l'intellect. Je ne crois pas qu'il y ait un autre pays dans le monde où, référés à la population, si peu de gens ne sont ni ignorants ni bien éduqués comme en Amérique. L'éducation primaire est disponible à tout un chacun ; l'éducation supérieure pour presque personne.*

*[C'est donc le cas, parce] qu'en Amérique il n'y a que peu d'hommes [réellement] riches ; La plupart des Américains ont besoin d'une profession, et chaque profession exige une formation. [...] En Amérique la plupart de ceux qui, aujourd'hui sont riches, furent tout d'abord pauvres ; la plupart de ceux qui ne sont plus obligés de travailler aujourd'hui, furent dans leur jeunesse de durs travailleurs [...]*

*Dans le champ du savoir humain, une certaine médiocrité se voit ainsi établie. Les intellects des uns s'élèvent, les intellects des autres s'abaissent, ce qui donne un niveau moyen commun. De cette façon un grand nombre d'êtres humains sont pour ainsi dire soudés ensemble, de sorte qu'ils développent à peu près les mêmes idées sur la religion, l'histoire, la science, l'économie politique, la législation et le gouvernement.* »<sup>24</sup>

La formation est donc l'élément qui relie, celui qui veille à l'égalité : tout d'abord pour une égalité dans l'esprit, ensuite pour une égalité dans la politique. Car, comme Tocqueville le met en exergue : « *L'inégalité intellectuelle vient directement de Dieu, et les êtres humains ne seront jamais capables de changer cela. Pourtant quoique la compréhension [Intellectuelle ici, ndt Verstand] puisse éventuellement être inégalement répartie, les possibilités qui se trouvent à leur disposition [aux USA] sont égales. Et c'est pourquoi aujourd'hui, en Amérique, l'élément aristocratique déjà faible dès le début, s'il n'est pas détruit, se voit affaibli nonobstant de telle manière qu'il est difficile pour l'aristocratie de prendre une quelconque influence sur les événements.*

*L'époque, les circonstances et les lois ont rendu, par contre, l'élément démocratique non seulement dominant, mais encore, pour ainsi, dire singulier et unique. Aucune trace ne demeure d'influences familiales ou de classe ; il est même souvent impossible de reconnaître ne serait-ce qu'une influence personnelle durable. Dans cette conception sociale, l'Amérique représente un phénomène très étrange. Les hommes y sont plus égaux en*

---

<sup>23</sup> A. de Tocqueville : *Démocratie en Amérique* (1835-40), Bedford/St.Martin's, Boston and New York 2009, pp.50-53. Traduit d l'anglais par Roland Benedikter.

<sup>24</sup> Edda.

*fortune et intelligence et donc, autrement dit, en force et pouvoir, que nulle part ailleurs dans le monde, et plus qu'ils ne le furent jamais dans aucun autre siècle quelconque dans l'histoire.* »<sup>25</sup>

Donald Trump, qui se désigne lui-même comme un « néophyte », et donc politiquement sans tâche vis-à-vis de la revendication et dans l'esprit d'un novice indépendant, est bien entendu d'une opinion différente. Il répond d'une aristocratie de l'argent qui fait prévaloir ses statuts non seulement comme pleinement vécus à fond et en tant qu'élitisme sans fard, mais met encore au même rang l'aristocratie de l'argent d'avec celle de l'esprit, — et s'attribue, en l'édifiant sur soi, la légitimation du pouvoir. Celui qui est riche est un *winner* [gagnant] — et il a pour cette raison le droit, dans cette logique aristocratique, oui en effet même, le devoir, de gouverner. De son point de vue vaut le principe suivant : quelque chose est correct « parce que je le dis et que j'ai l'argent (pour cela) ».

Quand bien même Trump, avec un telle formulation [*statement*] représente certainement un extrême du spectre politique actuel, à savoir républicain et de droite, on ne peut pas ne pas voir que la classe des milliardaires des USA adopte une attitude élitiste analogue à la sienne, quand bien même moins publiquement et moins ouvertement — et à partir de cette attitude, elle investit massivement de l'argent en politique pour se protéger contre des développement non contrôlables venant « d'en bas ».

*Sozialimpulse* 2/2016.

(Traduction Daniel Kmiecik)

**Roland Benedikter** est professeur fondateur pour l'analyse politique multidisciplinaire au Centre Willy Brandt de l'Université de Wrocław/Breslau chercheur affilié au Centre l'Edmund Pellegrino de l'Université Georgetown Washington D.C., servant de la fondation du prix Toynbee de Boston et membre à temps plein du Club de Rome. De 2009 à 2013, il fut chercheur affilié au centre européen de l'Institut Freeman Spogli pour les études internationales de l'Université de Stanford (Californie) et de 2008 à 2015, Chercheur boursier pour l'analyse politique multidisciplinaire de l'*Orfalea Center for Global and International Studies* de l'Université de Californie à Santa Barbara, et de 2008 à 2012, *Full Academic Follow* à l'Institut Potomac pour les études politiques de Washington D.C. et de 1995 à 2003 il fut actif dans le Sud Tyrol et la politique européenne. Courriel : rolandbenedikter@yahoo.de

---

<sup>25</sup> Ebda ; soulignement de Roland Bendikter.